

Service public et système de protection sociale solidaire

Dans une lettre datée du 17 mars 2020, à l'attention des groupements adhérents aux Mutuelles de France et à leurs représentants, Jean-Paul BENOIT le président de la Fédération des Mutuelles de France, analyse la situation face à la pandémie du coronavirus.

[...] Si la période est à la mobilisation individuelle et collective pour limiter les conséquences de la pandémie, nous ne saurions oublier que les attaques contre le service public et contre notre système de protection sociale solidaire, compliquent très significativement la prise en charge des personnes les plus atteintes. Nous avons, en France, moins d'un lit de réanimation pour 10 000 habitants, contre plus de 3 en Allemagne. Ce n'est pas dû à la fatalité. C'est le résultat d'une politique irresponsable de réduction des financements, cotisations et impôts, menée depuis de trop nombreuses années. Si elle a permis d'enrichir toujours plus les quelques « premiers de cordée » les plus fortunés, elle a dangereusement affaibli nos services publics, dont celui de la santé.

Le confinement décrété par le gouvernement est indispensable, pas tant à cause du virus que de l'insuffisance des moyens matériels et humains pour tenter d'assurer la prise en charge des cas les plus graves. A vouloir « économiser » sur les services vitaux au nom d'une prospérité économique censée « ruisseler », on affaiblit ces services et, le jour où on en a besoin, on détruit l'économie. Le libéralisme est criminel et il a aujourd'hui des conséquences humaines dramatiques.

Quelques rodomontades télévisées, se voulant gailliennes, sur la rengaine « nous sommes en guerre », ne suffiront pas à nous faire oublier les responsabilités de ceux qui font mine de découvrir que le marché n'est pas le bon mode de régulation du système de santé. Déclarations d'autant plus indécentes que les mêmes qui adulent aujourd'hui le service public en général et l'hôpital en particulier, sont ceux qui, il y a quelques semaines à peine, réduisaient une fois encore le financement des hôpitaux et cassaient avec morgue et mépris les statuts et les régimes de protection sociale propres aux services publics.

Si l'heure de rendre des comptes n'est pas venue pour le président et sa majorité, elle viendra, dans quelques semaines ou dans quelques mois, mais elle viendra. Et non seulement il ne sera pas question de revenir à la situation antérieure, mais chacun aura à répondre de ses responsabilités pour les morts évitables dues à leur politique.

Cette politique est en échec même sur son objectif affiché, favoriser l'économie. L'économie réelle, les entreprises sont en très grand danger du fait de l'arrêt de l'activité dû au confinement.

[...] Si cette crise est dure et secoue, au-delà de nos groupements, tant de destinées individuelles, elle rappelle fortement que l'organisation collective de la solidarité est primordiale pour toute société humaine. Elle rappelle que la santé n'est ni une marchandise, ni un luxe, et qu'une politique de santé publique ne peut se résumer à des équilibres budgétaires.